

Grand emprunt : 4 milliards pour la société numérique

Alors que Nicolas Sarkozy entend préciser, début décembre, l'utilisation du grand emprunt national (et ses mécanismes de financement) préparé par la commission Rocard-Juppé, le cabinet de **Nathalie Kosciusko-Morizet**, secrétaire d'Etat chargée de la Prospective et du Développement de l'Economie numérique, s'est « *réjoui des propositions de la Commission sur le grand emprunt concernant le secteur du numérique* ».

La société numérique devrait bénéficier de 4 des 35 milliards d'euros prévus dans l'emprunt d'Etat (soit 11 % du budget). Deux milliards seront affectés à « *accélérer le passage de la France au très haut débit* ». Autrement dit au déploiement de la fibre optique principalement. Soit environ **deux fois moins qu'espéré**. NKM en attendait entre 3 et 5 milliards lors du [séminaire](#) organisé le 10 septembre dernier autour des investissements numériques. Une estimation déjà modeste en regard des 20 à 40 milliards d'euros estimés pour couvrir l'ensemble du territoire d'un réseau de communication dernier cri.

Le rapport Juppé-Rocard reconnaissant **l'absence d'investissements du secteur privé** dans les zones rurales, les financements devraient se tourner principalement vers ces régions peu denses (donc peu rentables). Comme ce sera largement insuffisant, les financements serviront d'effet de levier, selon NKM.

L'autre moitié, 2 milliards également donc, ira « *au **développement des usages et contenus numériques innovants** en s'appuyant, si nécessaire, sur le développement d'infrastructures partagées* ». Un financement qui devrait se concentrer sur l'amélioration des réseaux de transports, sur la gestion des énergies (renouvelables espérons-le), sur le développement de l'e-santé ainsi qu'en direction du patrimoine culturel.

La gestion de ce budget sera assurée par une « **Agence publique pour le numérique** » qu'il restera à créer. Une gestion qui privilégiera les co-investissements avec le secteur privé, les collectivités et l'Union européenne. « *Le grand emprunt va donner les moyens d'offrir à la France une infrastructure numérique de pointe, au service des contenus et des usages dont nous savons qu'ils seront à la fois des moteurs de croissance et des leviers de socialisation* », estime Nathalie Kosciusko-Morizet dans son communiqué.